

# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2014

**merse**n



	page
1 Rapport de gestion	3
2 Comptes consolidés	9
3 Annexes	17
4 Rapport des Commissaires aux comptes	33
5 Attestation du responsable	35



## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### → Chiffre d'affaires

Mersen a réalisé au premier semestre 2014 un chiffre d'affaires consolidé de 362,1 millions d'euros. A périmètre et changes constants, il est en ligne avec celui réalisé au deuxième semestre 2013 et en repli de 1,6 % par rapport au premier semestre 2013. La croissance totale inclut un effet défavorable de change de près de 14 millions d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2013.

Ce semestre a été marqué par une forte décroissance de nos ventes sur le marché de la chimie. Hors ce marché, la croissance organique du Groupe est de l'ordre de +2 % par rapport à l'année dernière.

En Europe, à périmètre et changes constants, la situation est en ligne avec le 2<sup>ème</sup> semestre 2013 et en retrait de 1,7 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2013. Hors le marché de la chimie (dont Sabic), la croissance est de plus de 3 % sur la zone, avec de bonnes

performances en électronique et plus généralement une reprise soutenue en Allemagne.

En Asie, la tendance est positive, à la fois par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 et au 2<sup>ème</sup> semestre 2013. Les ventes sur les marchés du solaire, de l'éolien et des industries de procédés sont en progression en Chine.

Sur la zone Amérique, la baisse d'activité par rapport à l'année dernière est principalement due à un ralentissement des affaires à destination de la chimie, en particulier celles liées à l'extraction de gaz de schiste. Hors marché de la chimie, l'activité est en ligne, à périmètre et changes constants, avec celle de l'année dernière : les marchés de l'électronique et de l'éolien sont en croissance mais les mauvaises conditions météorologiques ont affecté l'activité en début d'année.

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013	croissance totale	croissance organique
Pôle Matériaux (SMA)	139,5	153,6	-9,2 %	-6,3 %
Pôle Electrique (SCE)	222,6	223,4	-0,3 %	1,8 %
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>362,1</b>	<b>377,0</b>	<b>-3,9 %</b>	<b>-1,6 %</b>
Europe	143,0	142,7	0,2 %	-1,7 %
Asie-Pacifique	79,3	78,1	1,5 %	6,3 %
Amérique du Nord	123,2	136,3	-9,6 %	-4,8 %
Reste du Monde	16,6	19,9	-16,5 %	-9,9 %
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>362,1</b>	<b>377,0</b>	<b>-3,9 %</b>	<b>-1,6 %</b>

Les ventes du pôle Matériaux s'élèvent à 139,5 millions d'euros, en décroissance organique de 6,3 % sur le semestre. Ce repli est essentiellement lié à la situation sur le marché de la chimie. Outre l'affaire Sabic dont les livraisons prennent fin ce trimestre, ce marché est pénalisé comme anticipé par le faible niveau de nouveaux projets. Hors le marché de la chimie, la croissance organique est positive sur ce pôle, de plus de 3 %, en particulier sur les marchés du solaire et de l'électronique.

Les ventes du pôle Electrique atteignent 222,6 millions d'euros à fin juin 2014, en croissance de 1,8 % à périmètre et changes constants. Le marché de l'énergie est particulièrement dynamique, en particulier sur l'éolien. Les ventes dans l'électronique et les industries de procédés sont stables tandis que le transport ferroviaire affiche une légère baisse.

1

## → Ebitda et résultat opérationnel courant

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013
Résultat opérationnel courant <sup>(1)</sup>	29,8	30,6
Dépréciation et amortissement	17,7	20,4
<b>Ebitda</b>	<b>47,5</b>	<b>51,0</b>
en % du chiffre d'affaires	13,1 %	13,5 %

L'Ebitda<sup>(2)</sup> du Groupe atteint 47,5 millions d'euros au premier semestre 2014, en retrait modéré par rapport à la même période de 2013. La marge d'Ebitda s'élève à 13,1 %, en baisse de 0,4 point par rapport à l'année dernière. La marge d'Ebitda du pôle Matériaux représente 15,3 % du chiffre d'affaires et celle du pôle Electrique 14,8 % du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 29,8 millions d'euros, un montant proche de celui du 1<sup>er</sup> semestre 2013 (30,6 millions d'euros). La marge opérationnelle courante s'établit à 8,2 % du chiffre d'affaires contre 8,1 % au 1<sup>er</sup> semestre 2013. Il intègre des amortissements en baisse par rapport à l'année dernière.

La marge opérationnelle du pôle Matériaux est de 6,9 % du chiffre d'affaires contre 7,7 % pour la même période en 2013. Cette évolution s'explique par la réduction des volumes dans la chimie et la baisse des prix sur le graphite depuis le début de l'année dernière, qui sont partiellement compensés par un effet mix positif et une baisse des amortissements.

La marge opérationnelle courante du pôle Electrique s'établit à 12,2 % du chiffre d'affaires, soit une croissance d'un point par rapport à l'année dernière. Cette évolution s'explique par une bonne tenue des prix et une reprise des volumes.

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013	Évolution
Chiffre d'affaires	362,1	377,0	
Marge brute	112,8	110,5	+2,1 %
en % du CA	31,1 %	29,3 %	
Frais commerciaux et autres	(36,8)*	(38,2)	-3,7 %
Frais administratifs et de R&D	(46,2)*	(41,7)	+10,8 %
Frais fixes totaux (hors production)	(83,0)	(79,9)	+3,9 %
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>29,8</b>	<b>30,6</b>	<b>-2,6 %</b>
en % du CA	8,2 %	8,1 %	

\* Au 1<sup>er</sup> semestre 2014, suite à une analyse détaillée, 3 millions d'euros ont été réalloués de frais commerciaux en frais administratifs.

La marge brute progresse de près de 2 points grâce à des efforts de productivité, un mix-produit favorable et une réduction des amortissements.

Les frais commerciaux sont en progression de 4,2 % en base comparable, en raison de la progression de la masse salariale et des efforts marketing et commerciaux.

Les frais administratifs et de R&D progressent de 3,6 % en base comparable en raison principalement de la hausse de la masse salariale.

(1) Suivant la définition 2009.R.03 du CNC

(2) Résultat opérationnel courant + amortissements

## → Résultat net

Le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à 0,2 million d'euros contre 11,5 millions d'euros pour la même période en 2013.

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>29,8</b>	<b>30,6</b>
Charges et produits non courants	(22,7)	(4,4)
Amortissement et dépréciation des actifs incorporels réévalués	(0,5)	(0,6)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>6,6</b>	<b>25,6</b>
Résultat financier	(5,2)	(5,6)
Impôts sur les résultats	(2,7)	(6,3)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>(1,3)</b>	<b>13,7</b>
Résultat des activités cédées ou interrompues	1,8	(1,7)
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>0,5</b>	<b>12,0</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>0,2</b>	<b>11,5</b>

Les principaux postes du compte de résultat net consolidé s'analysent comme suit :

- Le montant des charges et produits non courants est de 22,7 millions ce semestre. Il est constitué pour l'essentiel de provisions relatives au plan Transform, plan d'optimisation industrielle dont les principes ont été annoncés par le Groupe en janvier 2014 et les modalités en mai dernier. Plus de 80 % de ces provisions sont localisées en Europe. En 2013, les charges et produits non courants concernaient principalement des frais de restructurations liées aux plans d'adaptation.
- Le montant des amortissements des actifs incorporels réévalués est de -0,5 million d'euros, en ligne avec le montant des semestres précédents.

- Le résultat financier net de Mersen a atteint -5,2 millions d'euros ce semestre, en amélioration par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2013 grâce à une baisse de l'endettement net moyen à changes constants de plus de 15 millions d'euros.
- La charge d'impôt s'élève à 2,7 millions d'euros pour le semestre, soit un taux effectif d'impôt de 33 %, retraité des éléments exceptionnels liés à Transform.
- Le résultat des activités cédées ou interrompues s'élève à 1,8 million d'euros. Il provient d'un complément de prix lié à la cession, en 2009, de l'activité balais pour automobiles. En 2013, il incluait la contribution des activités d'échangeurs à plaques métalliques et d'agitateurs ainsi que celle d'équipements chaudronnés métalliques à destination du marché du nucléaire cédées en cours d'année.

# CASH ET ENDETTEMENT

## → Tableau simplifié des flux de trésorerie

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant BFR	43,0	47,0
Variation du besoin en fonds de roulement	(23,2)	(12,1)
Variation des impôts	(7,6)	(11,7)
Flux de trésorerie des activités arrêtées	0,1	(6,4)
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles</b>	<b>12,3</b>	<b>16,8</b>
Cash-flow d'investissements industriels	(11,3)	(12,1)
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies après investissement industriels</b>	<b>1,0</b>	<b>4,7</b>
Variation de périmètre	(4,1)	0,7
Cession d'immobilisations et autres	(0,7)	0,4
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles et d'investissements</b>	<b>(3,8)</b>	<b>5,8</b>
Intérêts payés	(4,6)	(5,6)
Dividendes versés		(0,4)
Augmentation de capital et autres	(0,1)	(3,8)
<b>Flux de trésorerie net avant variation d'endettement</b>	<b>(8,5)</b>	<b>(4,0)</b>

Le flux de trésorerie opérationnel net provenant des activités opérationnelles est en baisse par rapport au premier semestre 2013 du fait de l'augmentation importante du BFR, en particulier les comptes clients. Cette augmentation est liée à la saisonnalité du chiffre d'affaires et à des facturations de certaines affaires importantes dans les systèmes anticorrosion avec des encaissements prévus au 2<sup>ème</sup> semestre. Les stocks augmentent également mais dans une moindre mesure, en raison des prévisions d'activité en hausse au 2<sup>ème</sup> semestre.

Les investissements industriels s'élèvent à 11,3 millions d'euros et sont également répartis entre les 2 pôles.

Les variations de périmètre concernent la prise de participation dans Cirprotec.

## → Bilan

L'endettement net au 30 juin 2014 atteint 222,7 millions d'euros, contre 212,0 à fin 2013. L'évolution intègre le paiement lié à la prise de participation majoritaire de Cirprotec.

Le Groupe maintient une structure financière solide : le ratio d'endettement net sur Ebitda (« leverage ») s'établit à 2,3\* (contre 2,1\* à fin 2013) et le ratio d'endettement net sur fonds propres (« gearing ») à 49 %\* vs 45 %\* à fin 2013.

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Endettement net total (en millions d'euros)	222,7	212,0
Endettement net / fonds propres*	49 %	45 %
Endettement net / Ebitda*	2,3	2,1

\* Selon calcul des covenants des placements privés de 100 MUSD émis en novembre 2011 et du crédit syndiqué Groupe de juillet 2012.



# ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES 2014

## → Evolution récente

Le 16 juillet 2014, Mersen a annoncé le réaménagement des lignes de crédit mises en place en juillet 2012 en un crédit syndiqué unique et multidevises d'un montant de 220 millions d'euros.

Avec une nouvelle échéance portée à juillet 2019, la maturité du crédit syndiqué du Groupe est ainsi allongée de 2 ans. Le Groupe bénéficie par ailleurs de conditions financières améliorées, profitant d'un bon environnement sur les marchés du crédit.

## → Perspectives

Mersen anticipe toujours un deuxième semestre plus favorable que le premier : la zone Amérique devrait connaître une évolution plus positive et le marché de l'électronique poursuivre sa dynamique ; par ailleurs les ventes sur le marché du solaire devraient comme prévu être supérieures à celles de l'année dernière. Mais le Groupe doit aussi tenir compte d'une activité sur le marché de la chimie qui ne devrait pas se redresser d'ici à la fin de l'année, compte tenu du niveau bas des commandes enregistrées au 1<sup>er</sup> semestre.

Dans ce contexte, Mersen considère que ses objectifs pour l'année, à savoir une légère progression de ses ventes à périmètre et changes constants et de la marge opérationnelle courante, sont atteignables quoique plus ambitieux.

Par ailleurs le Groupe poursuit le déploiement de Transform, conformément au plan initial. Ce plan, dont le coût est estimé à 30 millions d'euros environ sur l'année, devrait améliorer l'efficacité opérationnelle et la compétitivité du Groupe en apportant, à terme, des gains de marge opérationnelle courante d'environ 1,5 point (à activité comparable à 2013).



## ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Les principales modifications de périmètre ayant affecté les comptes consolidés en 2013 et au premier semestre 2014 sont les suivantes :

- au cours de l'exercice 2013 :
  - la société Mersen Schweiz AG est entrée dans le périmètre de consolidation au 1<sup>er</sup> janvier 2013,
  - la société Nolam Tunisie est entrée dans le périmètre de consolidation au cours du second semestre 2013.
- au cours du premier semestre 2014, les sociétés espagnoles sœurs Cirprotec SL et Lric SL, acquises par le Groupe à hauteur de 51 % sont entrées dans le périmètre de consolidation au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

L'établissement de comptes pro forma ne se justifie pas compte tenu du caractère non significatif de ces évolutions de périmètre.

### Activités destinées à être cédées

En décembre 2012, le Groupe a décidé de céder certaines activités non rentables provenant d'acquisitions réalisées au cours des dix dernières années, afin de se recentrer sur ses cœurs de métiers.

Les 2 activités ont été cédées au second semestre 2013.

Ces activités sont présentées conformément à la norme IFRS5.

## ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

2

Le 29 janvier 2014, le Groupe a annoncé le lancement du plan « Transform » dont les modalités ont été précisées le 20 mai 2014.

Le projet, visant à simplifier l'organisation industrielle en regroupant certaines des activités

du Groupe, a conduit à la comptabilisation de provisions pour risques et charges et de dépréciations pour pertes de valeur de certains actifs dans les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2014.

Les valorisations ont été réalisées en utilisant les estimations telles que décrites dans les principes et méthodes du Groupe.

# COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013
<b>ACTIVITES POURSUIVIES</b>			
Chiffre d'affaires consolidé	13	362,1	377,0
Coûts des produits vendus		(249,3)	(266,5)
<b>Marge brute totale</b>		<b>112,8</b>	<b>110,5</b>
Charges commerciales		(35,9)	(38,0)
Frais administratifs centraux et de recherche		(46,2)	(41,7)
Autres charges d'exploitation		(0,9)	(0,2)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>13</b>	<b>29,8</b>	<b>30,6</b>
Charges non courantes	12	(23,3)	(5,5)
Produits non courants	12	0,6	1,1
Amortissement des actifs incorporels réévalués		(0,5)	(0,6)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>13</b>	<b>6,6</b>	<b>25,6</b>
Charges financières		(5,2)	(5,6)
Produits financiers			
Coût du financement		(5,2)	(5,6)
<b>Résultat financier</b>		<b>(5,2)</b>	<b>(5,6)</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>1,4</b>	<b>20,0</b>
Impôts courants et différés	15	(2,7)	(6,3)
<b>Résultat des activités poursuivies</b>		<b>(1,3)</b>	<b>13,7</b>
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	4	1,8	(1,7)
<b>RÉSULTAT</b>		<b>0,5</b>	<b>12,0</b>
Attribuable aux :			
- Propriétaires de la Société		0,2	11,5
- Participation ne donnant pas le contrôle		0,3	0,5
<b>Résultat par action</b>	<b>16</b>		
Résultat de base par action ( <i>en euros</i> )		0,01	0,57
Résultat dilué par action ( <i>en euros</i> )		0,01	0,55
<b>Résultat par action des activités poursuivies</b>			
Résultat de base par action ( <i>en euros</i> )		(0,08)	0,65
Résultat dilué par action ( <i>en euros</i> )		(0,08)	0,63
<b>Résultat par action des activités destinées à être cédées ou arrêtées</b>			
Résultat de base par action ( <i>en euros</i> )		0,09	(0,09)
Résultat dilué par action ( <i>en euros</i> )		0,09	(0,08)

# ÉTAT RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013
<b>RESULTAT DE LA PERIODE</b>		<b>0,5</b>	<b>12,0</b>
<b>Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat</b>			
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies		0,0	11,3
Charge / produit d'impôt sur éléments qui ne seront pas reclassés en résultat		0,0	(3,9)
		<b>0,0</b>	<b>7,4</b>
<b>Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat</b>			
Variation de la juste valeur des instruments de couverture		(0,7)	(0,7)
Variation des postes du bilan liée au cours de change de fin de période		2,8	(1,0)
Charge / produit d'impôt sur éléments susceptibles d'être reclassés en résultat		0,2	0,2
		<b>2,3</b>	<b>(1,5)</b>
<b>PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>2,3</b>	<b>5,9</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE</b>		<b>2,8</b>	<b>17,9</b>
Attribuable aux :			
- Propriétaires de la Société		2,6	17,4
- Participation ne donnant pas le contrôle		0,2	0,5

# ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

## Actif

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2014	31 déc. 2013
<b>ACTIF NON COURANT</b>			
<b>Immobilisations incorporelles</b>	5 et 6		
- Goodwill		268,8	263,0
- Autres immobilisations incorporelles		32,7	32,9
<b>Immobilisations corporelles</b>	5 et 6		
- Terrains		28,5	28,6
- Constructions		60,5	61,9
- Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles		158,1	161,8
- Immobilisations en cours		19,6	21,9
<b>Actifs financiers non courants</b>			
- Titres de participation		2,5	1,4
- Dérivés non courants		0,0	0,0
- Autres actifs financiers		7,2	5,4
<b>Actifs non courants d'impôts</b>			
- Impôts différés actifs	15	35,2	28,1
- Impôts courants part long terme		7,3	5,7
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>		<b>620,4</b>	<b>610,7</b>
<b>ACTIF COURANT</b>			
- Stocks		163,9	154,3
- Clients et comptes rattachés		128,4	108,0
- Autres créances d'exploitation		18,7	13,5
- Impôts courants court terme		13,1	13,3
- Autres actifs courants			
- Actifs financiers courants	10	13,4	8,4
- Dérivés courants		0,8	1,8
- Actifs financiers de placement			
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	27,3	20,2
- Actifs détenus en vue de leur cession / arrêt	4	0,5	2,4
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>		<b>366,1</b>	<b>321,9</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>986,5</b>	<b>932,6</b>

## Passif

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2014	31 déc. 2013
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
- Capital	7	41,2	41,6
- Réserves		435,7	473,8
- Résultat net de l'exercice		0,2	(29,2)
- Écarts de conversion		(40,5)	(43,4)
<b>CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE MERSEN</b>		<b>436,6</b>	<b>442,8</b>
- Participations ne donnant pas le contrôle		11,4	10,0
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>448,0</b>	<b>452,8</b>
<b>PASSIF NON COURANT</b>			
- Provisions non courantes	8	14,0	8,5
- Avantages du personnel	9	68,2	66,5
- Impôts différés passifs	15	22,4	22,1
- Emprunt à long et moyen terme	10	204,2	190,0
- Dérivés non courants		0,6	0,6
<b>TOTAL PASSIF NON COURANT</b>		<b>309,4</b>	<b>287,7</b>
<b>PASSIF COURANT</b>			
- Fournisseurs et comptes rattachés		63,2	58,9
- Autres passifs d'exploitation		63,9	59,1
- Provisions courantes	8	12,9	5,1
- Impôts courants court terme		15,8	12,2
- Passifs divers		12,0	2,7
- Autres passifs financiers courants	10	23,2	11,5
- Dérivés courants		0,4	0,6
- Comptes courants financiers	10	0,4	0,3
- Concours bancaires courants	10	35,6	38,8
- Passifs associés aux actifs détenus en vue de leur cession / arrêt	4	1,7	2,9
<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>		<b>229,1</b>	<b>192,1</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>986,5</b>	<b>932,6</b>

# VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Attribuables aux actionnaires de Mersen				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves	Résultats	Écart de conversion			
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2012 PUBLIÉ</b>	<b>40,7</b>	<b>496,6</b>	<b>5,6</b>	<b>(25,8)</b>	<b>517,1</b>	<b>10,5</b>	<b>527,6</b>
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt		(29,3)	0,9		(28,4)		(28,4)
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2012 RETRAITÉ</b>	<b>40,7</b>	<b>467,3</b>	<b>6,5</b>	<b>(25,8)</b>	<b>488,7</b>	<b>10,5</b>	<b>499,2</b>
Résultat N-1		6,5	(6,5)		0,0		0,0
Résultat de la période			11,5		11,5	0,5	12,0
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		(0,5)			(0,5)		(0,5)
Écart de conversion				(1,0)	(1,0)		(1,0)
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,0</b>	<b>(1,0)</b>	<b>(1,5)</b>	<b>0,0</b>	<b>(1,5)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,5)</b>	<b>11,5</b>	<b>(1,0)</b>	<b>10,0</b>	<b>0,5</b>	<b>10,5</b>
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt		7,4			7,4		7,4
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE RETRAITÉ</b>	<b>0,0</b>	<b>6,9</b>	<b>11,5</b>	<b>(1,0)</b>	<b>17,4</b>	<b>0,5</b>	<b>17,9</b>
Dividendes non encore versés		(9,0)			(9,0)	(0,4)	(9,4)
Augmentation de capital	0,1				0,1		0,1
Frais sur augmentation de Capital					0,0		0,0
Actions auto détenues - S. Option - AGA		(3,9)			(3,9)		(3,9)
Autres éléments		(0,1)			(0,1)	(0,1)	(0,2)
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2013</b>	<b>40,8</b>	<b>467,7</b>	<b>11,5</b>	<b>(26,8)</b>	<b>493,2</b>	<b>10,5</b>	<b>503,7</b>
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013</b>	<b>41,6</b>	<b>473,8</b>	<b>(29,2)</b>	<b>(43,4)</b>	<b>442,8</b>	<b>10,0</b>	<b>452,8</b>
Résultat N-1		(29,2)	29,2		0,0		0,0
Résultat de la période			0,2		0,2	0,3	0,5
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		(0,5)			(0,5)		(0,5)
Écart de conversion				2,9	2,9	(0,1)	2,8
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,0</b>	<b>2,9</b>	<b>2,4</b>	<b>(0,1)</b>	<b>2,3</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,2</b>	<b>2,9</b>	<b>2,6</b>	<b>0,2</b>	<b>2,8</b>
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt							0,0
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE RETRAITÉ</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,2</b>	<b>2,9</b>	<b>2,6</b>	<b>0,2</b>	<b>2,8</b>
Dividendes non encore versés		(9,3)			(9,3)		(9,3)
Augmentation / Diminution de capital (note 7)	(0,4)	(3,1)			(3,5)		(3,5)
Frais sur augmentation de Capital					0,0		0,0
Actions auto détenues - S. Option - AGA		4,0			4,0		4,0
Autres éléments (dont Cirprotec note 3)					0,0	1,2	1,2
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2014</b>	<b>41,2</b>	<b>435,7</b>	<b>0,2</b>	<b>(40,5)</b>	<b>436,6</b>	<b>11,4</b>	<b>448,0</b>



# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013
Résultat avant impôts	1,4	20,0
Amortissements	17,7	20,4
Dotations (reprises) de provisions	17,6	1,7
Résultat financier	5,2	5,6
Plus ou moins-value de cession d'actifs	0,1	0,1
Autres	1,0	(0,8)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du BFR</b>	<b>43,0</b>	<b>47,0</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	(23,2)	(12,1)
Impôts sur le résultat payés	(7,6)	(11,7)
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies</b>	<b>12,2</b>	<b>23,2</b>
<b>Flux de trésorerie opérationnels des activités arrêtées</b>	<b>0,1</b>	<b>(6,4)</b>
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles</b>	<b>12,3</b>	<b>16,8</b>
<b>Activités d'investissements :</b>		
Immobilisations incorporelles	(0,8)	(0,3)
Immobilisations corporelles	(10,7)	(11,0)
Fournisseurs d'immobilisations	(0,6)	(1,1)
Actifs financiers	(1,1)	
Variation de périmètre	(4,1)	0,7
Autres variations des flux des activités d'investissement	0,8	0,7
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements poursuivies</b>	<b>(16,5)</b>	<b>(11,0)</b>
<b>Flux de trésorerie d'investissement des activités arrêtées</b>	<b>0,4</b>	
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements</b>	<b>(16,1)</b>	<b>(11,0)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissements</b>	<b>(3,8)</b>	<b>5,8</b>
Augmentation de capital reçue et autres variations des capitaux propres	(0,1)	(3,8)
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle		(0,4)
Intérêts payés	(4,6)	(5,6)
Variation de l'endettement	15,9	2,2
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>11,2</b>	<b>(7,6)</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>7,4</b>	<b>(1,8)</b>
Trésorerie à l'ouverture (note 10)	20,2	21,4
Trésorerie à la clôture (note 10)	27,3	19,6
Variation de périmètre		(0,2)
Incidence des variations monétaires	0,3	0,2
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>7,4</b>	<b>(1,8)</b>



## SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES



<b>Note n° 1</b>	<b>DÉCLARATION DE CONFORMITÉ</b>	<b>18</b>
<b>Note n° 2</b>	<b>PRINCIPES ET MÉTHODES</b>	<b>18</b>
<b>Note n° 3</b>	<b>REGROUPEMENT D'ENTREPRISE</b>	<b>19</b>
<b>Note n° 4</b>	<b>ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU ARRÊTÉES</b>	<b>19</b>
<b>Note n° 5</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>21</b>
<b>Note n° 6</b>	<b>TEST DE PERTE DE VALEUR DES ACTIFS</b>	<b>21</b>
<b>Note n° 7</b>	<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>22</b>
<b>Note n° 8</b>	<b>PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET PASSIFS DIVERS</b>	<b>23</b>
<b>Note n° 9</b>	<b>AVANTAGES DU PERSONNEL</b>	<b>24</b>
<b>Note n° 10</b>	<b>ENDETTEMENT NET</b>	<b>25</b>
<b>Note n° 11</b>	<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>27</b>
<b>Note n° 12</b>	<b>AUTRES CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS</b>	<b>29</b>
<b>Note n° 13</b>	<b>INFORMATION SECTORIELLE</b>	<b>29</b>
<b>Note n° 14</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS</b>	<b>30</b>
<b>Note n° 15</b>	<b>IMPÔTS</b>	<b>31</b>
<b>Note n° 16</b>	<b>RÉSULTAT PAR ACTION</b>	<b>31</b>
<b>Note n° 17</b>	<b>DIVIDENDES</b>	<b>32</b>
<b>Note n° 18</b>	<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>32</b>
<b>Note n° 19</b>	<b>ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE</b>	<b>32</b>

## Note n° 1 Déclaration de conformité

Conformément au Règlement CE N° 1606/2002 du 19 juillet 2002, qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé, et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés de Mersen et de ses filiales (le « Groupe ») sont établis suivant les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reportings Standards*).

Les normes et interprétations d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont indiqués note n° 2.

Les options retenues par le Groupe sont indiquées dans la note n°2 du rapport annuel 2013.

Les états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme internationale

d'information financière IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. Ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour les exercices clos le 31 décembre 2013, disponibles à l'adresse web [www.mersen.com](http://www.mersen.com). Ils comprennent, toutefois, une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le Directoire du 30 juillet 2014.

## Note n° 2 Principes et méthodes

Les méthodes comptables décrites dans les principes et méthodes figurant dans le rapport annuel 2013 ont été appliquées de façon constante sur toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés et ont été appliquées systématiquement par toutes les entités du Groupe.

### Recours aux jugements et à des estimations

En préparant ces états financiers intermédiaires, la Direction a exercé des jugements, effectué des estimations et fait des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

### Normes et interprétations obligatoires au 1<sup>er</sup> janvier 2014

Le Groupe a adopté les normes et amendements suivants, y compris tout amendement corrélatif aux autres normes dont la date de première application est au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » (date d'application obligatoire dans l'UE le 1<sup>er</sup> janvier 2014)

IFRS 10 introduit un modèle de contrôle unique pour déterminer si une entité faisant l'objet d'un investissement doit être consolidée. Selon IFRS 11, la forme d'un partenariat, bien que restant un élément important à considérer, n'est plus le facteur essentiel pour sa qualification comptable et donc pour sa comptabilisation ultérieure. IFRS 12 rassemble en une seule norme les informations à fournir sur la participation d'une entité dans des filiales, partenariats, entreprises associées et entités structurées non consolidées.

Ces changements n'ont pas conduit le Groupe à réviser ses conclusions quant à son périmètre de consolidation, ni à modifier la comptabilisation de certaines de ses entités.

Le Groupe évalue actuellement les dispositions d'IFRS 12 sur les informations annuelles à fournir en comparaison avec les informations à fournir requises jusqu'alors.

## Note n° 3 Regroupement d'entreprise

Courant février 2014, le Groupe a pris une participation majoritaire à hauteur de 51 % dans la société espagnole Cirprotec SL, spécialiste de la protection contre la foudre et les surtensions dont le site se trouve à Terrassa près de Barcelone.

Le Groupe renforce ainsi son portefeuille produits et son expertise dans les spécialités électriques.

Le CA contributif de Criprotec au cours du premier semestre 2014 s'élève à 4,8 millions d'euros et le résultat net à 0,2 million d'euros.

Pour cette acquisition, le Groupe a choisi d'évaluer la participation ne donnant pas le contrôle à sa quote-part dans les capitaux propres.

L'actif net acquis lors de cette transaction, et le *goodwill* consécutif, sont présentés ci-dessous :

En millions d'euros	Actif net à la date d'acquisition	Ajustements de juste valeur	Affectation du prix d'acquisition	Juste valeur de l'actif net
Actifs non courants	0,9			0,9
Actifs courants	4,2	0,3		4,5
Passifs non courants	(1,1)			(1,1)
Passifs courants	(1,6)	(0,1)		(1,7)
<b>Actif Net</b>	<b>2,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>2,6</b>
<b>Goodwill</b>				<b>3,8</b>
Participation ne donnant pas le contrôle				1,3
<b>Contrepartie transférée</b>				<b>5,1</b>

L'affectation du *goodwill* sera réalisée pour la clôture des comptes 2014 conformément aux normes comptables en vigueur.

## Note n° 4 Activités destinées à être cédées ou arrêtées

### Activités du pôle Système et Matériaux Avancés

Ces activités ont été cédées courant 2013 et concernaient la société Mersen Grésy France (cédée début juillet 2013 au groupe NAWI) et le site de Brignais (société Mersen France PY) cédé fin novembre 2013.

Sur 2013, les opérations de cession avaient conduit à la constatation d'un résultat net d'impôt de 2,8 millions d'euros.

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014, le résultat s'élève à (0,6) million d'euros.

### Division « balais pour applications automobile et électroménager »

Le Groupe avait réalisé le 1<sup>er</sup> mai 2009 la cession de sa Division « balais pour applications automobile et électroménager ».

Au 30 juin 2014, sur cette opération, le résultat net d'impôt s'élève à 2,4 millions d'euros tenant compte d'un accord définitif sur le complément de prix à recevoir sur la cession.

Conformément à la norme, les actifs et passifs destinés à être cédés ou arrêtés sont présentés sur une ligne distincte du bilan du Groupe.

## Bilan des activités destinées à être cédées ou arrêtées

### ACTIF

En millions d'euros	30 juin 2014	31 déc. 2013
- Immobilisations financières		0,0
- Stocks		0,0
- Clients et comptes rattachés	0,5	3,5
- Avances clients		(1,1)
- Autres créances d'exploitation		0,0
- Impôts différés		0,0
<b>ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LEUR CESSION OU ARRÊT</b>	<b>0,5</b>	<b>2,4</b>

### PASSIF

En millions d'euros	30 juin 2014	31 déc. 2013
- Avantages du personnel		0,0
- Provisions non courantes		0,0
- Fournisseurs et comptes rattachés	0,5	1,3
- Autres passifs d'exploitation	0,2	0,7
- Provisions courantes	1,0	0,9
<b>PASSIFS ASSOCIÉS AUX ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LEUR CESSION OU ARRÊT</b>	<b>1,7</b>	<b>2,9</b>
<b>ACTIF NET EN COURS DE CESSION OU ARRÊT</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(0,5)</b>

## Compte de résultat des activités destinées à être cédées ou arrêtées

En millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013
Chiffre d'affaires	0,0	9,3
Coûts des produits vendus	(0,2)	(9,2)
<b>Marge brute totale</b>	<b>(0,2)</b>	<b>0,1</b>
Charges commerciales	0,0	(1,3)
Frais administratifs centraux et de recherche	(0,2)	(0,9)
Autres charges d'exploitation	(0,1)	(0,4)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(2,5)</b>
Charges et produits non courants	(0,1)	(1,9)
Profit de cession	3,4	0,0
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2,8</b>	<b>(4,4)</b>
Résultat financier	0,0	0,0
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>2,8</b>	<b>(4,4)</b>
Impôts courants et différés	(1,0)	2,7
<b>Résultat net des activités cédées ou arrêtées</b>	<b>1,8</b>	<b>(1,7)</b>
<b>Résultat net par action des activités destinées à être cédées et arrêtées :</b>		
- Résultat de base par action (en euros)	0,09	(0,09)
- Résultat dilué par action (en euros)	0,09	(0,08)

## Note n° 5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les *Goodwills* s'élèvent à 268,8 millions d'euros au 30 juin 2014 en augmentation de 5,8 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013 liés à l'acquisition de Cirprotec (3,8 millions d'euros cf. note n°3). Seul ce dernier est en attente d'affectation.

La baisse des immobilisations corporelles de 7,5 millions d'euros est essentiellement liée à la constatation des amortissements à hauteur de 17,7 millions d'euros et à des investissements pour 11,3 millions d'euros.

Les pertes de valeur s'élèvent, avant impôts, à 23,7 millions d'euros au 30 juin 2014 en augmentation de 2,2 millions d'euros, relatifs à des dépréciations de terrains, constructions et de matériels industriels dans le cadre du plan Transform de réorganisation industrielle (cf. note 6).

## Note n° 6 Test de perte de valeur des actifs

### 1. Goodwill

En application de la norme IAS 36, les tests ont été réalisés sur la base de la valeur d'utilité déterminée en appliquant la méthode des flux de trésorerie actualisés. Les principales hypothèses clés retenues sont décrites dans le rapport annuel 2013. Le Groupe précise que les éventuels aléas liés à l'environnement économique apportent un risque d'incertitude dans l'élaboration des prévisions de flux de trésorerie utilisées dans les valorisations obtenues.

#### a) Equipements anti-corrosion

Compte tenu du ralentissement du marché des affaires à destination de la chimie, un test de valeur a été réalisé au 30 juin 2014 sur l'UGT Equipements anti-corrosion en utilisant la méthode et les taux d'actualisation et de croissance décrits dans le rapport annuel 2013.

Ce test ne remet pas en cause la valeur du *goodwill* de cette UGT.

#### b) Autres UGT

Les autres UGT n'ont pas fait l'objet de tests de dépréciation car il n'y avait pas d'indicateur de perte de valeur au cours de la période de six mois prenant fin au 30 juin 2014.

Les tests seront de nouveau effectués pour la clôture 2014.

### 2. Actifs spécifiques

Conformément à IAS 36, compte tenu de l'environnement de marché de ses activités indiquant un risque de perte de valeur, le Groupe a procédé au 31 décembre 2013 à la revue de ces actifs pour s'assurer que ses immobilisations incorporelles, corporelles et financières étaient comptabilisées à une valeur comptable qui n'excédait pas la valeur recouvrable.

En application de ces procédures, des pertes de valeurs d'actifs à hauteur de 29,9 millions d'euros ont été reconnues en 2013, principalement sur les Systèmes et matériaux avancés dont 22,7 millions d'euros sur les immobilisations et 4,7 millions d'euros sur les actifs circulants.

Les événements et perspectives au 30 juin 2014 ne remettent pas en cause les dépréciations réalisées au 31 décembre 2013.

Le projet Transform de réallocation de productions, annoncé au cours de ce premier semestre 2014, a conduit à constater des pertes de valeur supplémentaires de 2,6 millions d'euros principalement sur les actifs immobilisés : terrains, constructions et matériels industriels.

## Note n° 7 Capitaux propres

### Composition du Capital Social

<i>En nombre d'actions (sauf mention contraire)</i>	<b>Actions ordinaires</b>
Nombre d'actions au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	20 816 364
Augmentation / Diminution de capital ( <i>en millions d'euros</i> )	-0,4
Nombre d'actions au 30 juin 2014	20 616 814
Nombre d'actions émises et entièrement libérées sur la période	450
Nombre d'actions auto-détenues annulées	200 000
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	0
Valeur nominale de l'action ( <i>en euros</i> )	2
Actions de l'entité détenues par elle-même ou par ses filiales ou entités associées	45 638

### Gestion du capital

Au 30 juin 2014, le capital social de la Société est de 41 233 628 euros, divisés en 20 616 814 actions de 2 euros de nominal toutes de même catégorie. Le nombre de droits de vote est de 20 571 176, les titres auto-détenus étant dépourvus de droits de vote.

A notre connaissance, la répartition du capital au 30 juin 2014 était la suivante :

■ Institutionnels français :	47,6 %
■ Institutionnels autres pays :	39,2 %
■ Actionnaires individuels :	12,1 %
■ Actionnaires salariés :	0,9 %
■ Auto-détention :	0,2 %

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, certains actionnaires ont notifié les franchissements de seuils suivants :

- 3 février 2014 : BNP Investment Partners au nom et pour le compte des entités qu'elle contrôle, déclare détenir 850 505 actions représentant 4,0883 % du capital et des droits de vote.
- 6 mars 2014 : Highclere International Investors déclare détenir le 5 mars 2014, 202 615 actions représentant 0,97 % du capital et des droits de vote.
- 12 mai 2014 : Sterling Strategic Investments déclare détenir le 9 mai 2014, 212 690 actions représentant 1,0217 % du capital et des droits de vote
- 10 juin 2014 : Bank of America Corporation déclare détenir le 4 juin 2014, 272 230 actions représentant 1,309 % du capital et des droits de vote.
- 19 juin 2014 : Bank of America Corporation déclare détenir moins d'un pourcent du capital et des droits de vote.

Au 30 juin 2014, 45 638 actions, soit 0,2 % du capital, sont détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers et confié à Exane en tant que prestataire de service indépendant.

Par ailleurs, la Société a, dans le cadre de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale du 15 mai 2014, procédé le 22 mai 2014 à l'annulation de 200 000 actions auto-détenues conduisant à une diminution du capital social de 0,4 million d'euros et de la prime d'émission de 3,1 millions d'euros.

Au 30 juin 2014, les salariés du Groupe possèdent 175 030 actions, soit 0,85 % du capital auxquels s'ajoutent 600 055 options de souscription qui représentent, si elles étaient totalement levées, 2,91 % du capital actuel. Les plans d'options mis en œuvre par le Groupe sont basés sur un prix d'exercice déterminé sans décote, la levée d'options étant soumise à des conditions d'exercice liées aux résultats futurs du Groupe. De ce fait, le Groupe s'assure d'une convergence d'intérêt entre ses actionnaires et ses managers.

Le Groupe a par ailleurs mis en œuvre une politique d'attribution d'actions gratuites. L'attribution définitive des actions est conditionnée à la présence des bénéficiaires dans le Groupe en fin de période d'acquisition. Les attributions faites en faveur des membres du Directoire et des salariés dont le Directoire a considéré qu'ils contribuent significativement à la performance de la Société sont soumises à des conditions de performance. En revanche, le directoire, n'a pas souhaité fixer, pour certains plans d'attribution, des conditions de performance aux salariés qui, par leur fonction, contribuent moins directement aux résultats de la Société. Au 30 juin 2014, le nombre d'actions gratuites susceptibles d'être attribuées définitivement est de 157 168 actions nouvelles, représentant 0,76 % du capital actuel.

Le Groupe a mis en place un plan d'attribution d'actions gratuites et de stock-option voté à l'AG du 15 mai 2014 pour un total de 50 000 actions gratuites et 150 000 stock-options. Les 2 plans sont soumis à des conditions de performance.

L'assemblée générale de la Société du 15 mai 2014, dans sa troisième résolution a décidé de distribuer un dividende de 0,45 euro par action ; le Conseil de Surveillance et le Directoire n'ont pas souhaité renouveler la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles.

Ni la Société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques en matière de capital.



Aucun actionnaire de la Société ne dispose à ce jour de droit de vote double. Les statuts de la Société ne contiennent aucune disposition interdisant le droit de vote double.

Au titre des paiements fondés sur des actions, une charge 0,6 million d'euros a été reconnue dans le compte de résultat contre 0,2 million d'euros au 30 juin 2013. Le produit semestriel 2013 tenait compte d'un produit de 1 million d'euros, le Groupe

anticipant que les critères de performance permettant l'attribution définitive des actions des plans d'actions gratuites 2011 et 2012 ne seraient pas totalement atteints. En effet, les critères de performance n'ont été atteints qu'à 39 %, l'évolution de la marge d'Ebitda entre 2010 et 2012 ayant été légèrement plus favorable que le benchmark des sociétés comparables.

## Note n° 8 Provisions, passifs éventuels et passifs divers

En millions d'euro	30 juin 2014		31 déc. 2013	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant
- provisions pour restructurations	6,5	9,5	0,3	1,4
- provisions pour litiges	4,4	0,7	5,6	2,2
- autres provisions	3,1	2,7	2,6	1,5
<b>TOTAL</b>	<b>14,0</b>	<b>12,9</b>	<b>8,5</b>	<b>5,1</b>

Les provisions s'élèvent à 26,9 millions d'euros au 30 juin 2014 (13,6 millions d'euros à fin décembre 2013) en variation nette de 13,3 millions d'euros principalement liée à la constitution de provisions dans le cadre du projet Transform lequel inclut des coûts de restructuration pour 15,1 millions d'euros et une provision pour charges relative à la non utilisation de locaux pour 1,7 million d'euros.

### Concernant les procédures contentieuses

#### Procédure civile au Canada

La procédure civile initiée en 2004 au Canada par certains clients contre les principaux fabricants de balais en graphite canadiens dont Mersen Toronto, filiale canadienne de Mersen, est toujours en cours et n'a connu aucune évolution depuis 2007.

#### Procédure civile au Royaume-Uni

La procédure civile initiée devant le CAT en février 2011 par le groupe Deutsche Bahn, avec d'autres sociétés ferroviaires européennes, a repris son cours en avril 2014 à l'encontre des sociétés Schunck, SGL et Mersen, à la suite de la décision de la Cour Suprême anglaise qui a statué sur le recours de la société Morgan Crucible. La Cour Suprême a considéré que l'action des plaignants contre Morgan Crucible était prescrite. A l'appui de cette décision, Mersen ainsi que les sociétés Schunck et SGL ont déposé un recours visant à contester la compétence juridictionnelle du CAT.

#### Procédure en France

En 2013, la SNCF a initié deux actions à l'encontre des sociétés Morgan, SGL, Schunck et Mersen respectivement devant le Tribunal Administratif de Paris et le Tribunal de Commerce de Paris. La SNCF tente d'obtenir réparation d'un prétendu préjudice subi à la suite des pratiques sanctionnées en décembre 2003 par la Commission Européenne dans le domaine des balais pour moteurs électriques et des produits pour applications mécaniques. Au cours du premier semestre 2014, le Tribunal Administratif de Paris a rejeté l'ensemble des demandes de la SNCF, qui a fait appel de cette décision. Le Tribunal de Commerce de Paris s'est déclaré compétent pour connaître de l'action de la SNCF. Mersen rejette l'ensemble des allégations et demandes présentées par la SNCF.

Depuis 1999, le Groupe a développé un programme mondial de formation et de sensibilisation de ses responsables opérationnels et commerciaux aux réglementations sur la concurrence. Ce programme mondial de conformité est toujours effectif. Il a été réactualisé en juin 2010 à la suite notamment du changement de nom et d'identité du Groupe. Des mesures très strictes de contrôle interne et externe assurent l'application scrupuleuse des règles de la concurrence dans l'ensemble des pays où le Groupe est présent.

### Procédure judiciaire en France (accident de Gennevilliers du 7 avril 2010)

L'instruction pénale initiée à la suite du tragique accident survenu le 7 avril 2010 sur le site de Mersen à Gennevilliers est toujours en cours et n'a connu aucun développement sur le premier semestre 2014.

Sur la base des informations disponibles, aucune provision (en dehors des frais d'avocats) n'a été constituée pour l'ensemble des litiges en cours identifiés.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe a

connaissance, qui soit en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu, au cours des douze derniers mois, un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

Les passifs divers (12 millions d'euros au 30 juin 2014) comprennent les dividendes à verser suite à l'assemblée générale du 15 mai 2014 pour 9,3 millions d'euros et des dettes sur immobilisations corporelles.

Aucun autre passif éventuel significatif n'a été identifié à fin juin 2014.

## Note n° 9 Avantages du personnel

Les principaux plans de retraite du groupe Mersen constituent des régimes à prestations définies et sont situés aux États-Unis (39 % des engagements), au Royaume-Uni (24 % des engagements), en France (15 % des engagements) et en Allemagne (9 % des engagements).

Les engagements du Groupe ont été évalués, au 31 décembre 2013, avec l'aide d'actuaire indépendants et en application d'IAS 19. Les taux utilisés pour les principaux pays sont résumés ci-dessous :

2013	Taux d'actualisation	Taux moyen d'augmentation des salaires	Taux d'inflation
France	3,0 %	Entre 2,0 % et 6,25 %	2,0 %
Allemagne	3,0 %	2,5 %	2,0 %
États-Unis	4,8 %	« salaried employees » : 4 %	Non applicable
Royaume-Uni	4,2 %	2,6 %	2,6 % / 3,4 %

### Rapprochement entre les actifs et les passifs comptabilisés

	30 juin 2014	31 déc. 2013
Dettes actuarielles (engagement)	153,1	147,0
Valeur des actifs de couverture	(84,9)	(80,5)
<b>PROVISION</b>	<b>68,2</b>	<b>66,5</b>

La charge comptabilisée au 30 juin 2014 au titre de ces dispositifs est de 3,9 millions d'euros contre 3,7 millions d'euros en 2013.

L'évolution des taux d'actualisation et des justes valeurs des actifs de régime au 30 juin 2014 ne conduisent pas à ajuster les engagements nets du Groupe au 30 juin 2014.

## Note n° 10 Endettement net

### Ventilation par échéance des lignes de crédit et emprunts confirmés

En millions d'euros	Montant	Utilisation au 30 juin 2014	Taux d'utilisation au 30 juin 2014	Échéances		
				inférieur à 1 an	entre 1 et 5 ans	supérieur à 5 ans
Crédit syndiqué Groupe	154,9	53,7	35 %	0,0	154,9	0,0
Crédits bilatéraux Groupe	55,0	30,0	55 %	0,0	55,0	0,0
Crédit bilatéral USA	18,3	0,0	0 %	0,0	18,3	0,0
Crédits confirmés Chine	52,8	41,6	79 %	2,9	49,9	0,0
Placements privés américains 2003	2,9	2,9	100 %	2,9	0,0	0,0
Placements privés américains 2011	73,9	73,9	100 %	0,0	0,0	73,9
Obsaars	13,3	13,3	100 %	13,3	0,0	0,0
Autres	2,9	2,9	100 %	0,3	1,3	1,2
<b>TOTAL</b>	<b>374,0</b>	<b>218,4</b>	<b>58 %</b>	<b>19,5</b>	<b>279,4</b>	<b>75,1</b>

### Structure de l'endettement net total au 30 juin 2014

En millions d'euros	30 juin 2014	31 déc. 2013
Emprunts à long terme et moyen terme	204,2	190,0
Passifs financiers courants	23,2	11,5
Comptes courants financiers	0,4	0,3
Concours bancaires courants	35,6	38,8
<b>ENDETTEMENT BRUT TOTAL</b>	<b>263,4</b>	<b>240,6</b>
<b>Actifs financiers courants</b>	<b>(13,4)</b>	<b>(8,4)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(27,3)	(20,2)
<b>Trésorerie</b>	<b>(27,3)</b>	<b>(20,2)</b>
<b>ENDETTEMENT NET TOTAL</b>	<b>222,7</b>	<b>212,0</b>

L'endettement net total consolidé s'élève fin juin 2014 s'élève à 222,7 millions d'euros contre 212 millions d'euros fin 2013.

Sur les 263,4 millions d'euros d'endettement brut total, 218,4 millions d'euros proviennent d'utilisation de crédits et emprunts confirmés, le solde étant principalement lié à l'utilisation de lignes non confirmées (découverts bancaires ou autres lignes).

### Covenants financiers au 30 juin 2014

Au titre de ses différents emprunts confirmés Groupe et Chine, Mersen doit respecter un certain nombre d'obligations, usuelles dans ces types de contrat. En cas de non-respect de certaines d'entre elles, les banques ou les investisseurs (pour les placements privés américains) peuvent obliger Mersen à rembourser par anticipation les emprunts concernés. Par le biais des clauses de défauts croisés, le remboursement anticipé sur un emprunt significatif peut entraîner l'obligation de rembourser immédiatement d'autres emprunts.

Mersen doit respecter les covenants financiers suivants au 30 juin et au 31 décembre de chaque année :

### Covenants <sup>(a)</sup> financiers (comptes consolidés)

<i>En millions d'euros</i>	Endettement net/ Ebitda	Endettement net/ fonds propres	Ebitda/ intérêts nets
<b>Ratios des covenants</b>			
Crédit syndiqué/Bilatéraux Groupe	< 3,50	< 1,3	
Placement privé américain 2003	< 3,35	< 1,3	> 3
Placement privé américain 2011	< 3,50	< 1,3	> 3
OBSAAR	-	< 1,35	
Crédits confirmés Chine	< 3,50	< 1,3	
<b>Ratios constatés au 30 juin 2014</b>			
Crédit syndiqué/Bilatéraux Groupe	2,33	0,49	
Placement privé américain 2003	2,26	0,49	10,64
Placement privé américain 2011	2,33	0,49	10,30
OBSAAR		0,52	
Crédits confirmés Chine	2,33	0,49	
<b>Ratios constatés au 31 décembre 2013</b>			
Crédit syndiqué/Bilatéraux Groupe	2,07	0,45	
Placement privé américain 2003	2,01	0,45	9,56
Placement privé américain 2011	2,07	0,45	9,30
OBSAAR		0,47	
Crédits confirmés Chine		0,45	

(a) Méthode de calcul des covenants : conformément aux règles comptables, l'endettement net figurant dans les comptes utilise les cours de clôture pour calculer la contre-valeur en euros des dettes en monnaies étrangères. Pour le seul calcul du ratio « endettement net/ Ebitda », l'endettement net doit être recalculé au cours moyen euro/USD de la période en cas d'écart de plus de 5 % entre le cours moyen et le cours de clôture. Pour le calcul des covenants au 30 juin, l'Ebitda ou excédent brut d'exploitation est par convention l'Ebitda constaté sur les 6 premiers mois de l'année, multiplié par 2.

Il n'existe pas d'emprunts ni de dettes de montant significatif couverts par des sûretés réelles ou par des tiers au 30 juin 2014.

## Note n° 11 Instruments financiers

Les tableaux suivants présentent la juste valeur des actifs et passifs financiers et leur valeur comptable au bilan ainsi que leur niveau dans la hiérarchie de juste-valeur pour les instruments évalués en juste valeur :

### Classement des instruments financiers évalués selon le mode de détermination de leur juste valeur

Au 30 juin 2014	Valeur comptable						Juste valeur			
	Actifs / passifs désignés à la juste valeur	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passif au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Rubriques au bilan et classes d'instrument	Note									
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>										
Titres de participation non cotés				2,5		2,5			2,5	2,5
Dérivés actifs courants et non courant		0,8				0,8		0,8		0,8
		<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,8</b>	<b>2,5</b>
<b>Actifs financiers non évalués à la juste valeur</b>										
Actifs financiers courants et non courant					20,6	20,6				
Actifs financiers de placement						0,0				
Créances clients					128,4	128,4				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10				27,3	27,3				
		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>176,3</b>	<b>0,0</b>	<b>176,3</b>			
<b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>										
Dérivés passifs courants et non courant		(1,0)				(1,0)		(1,0)		(1,0)
		<b>(1,0)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(1,0)</b>	<b>0,0</b>	<b>(1,0)</b>	<b>(1,0)</b>
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b>										
Emprunts bancaires	10				(204,2)	(204,2)				
Comptes courants financiers	10				(0,4)	(0,4)				
Concours bancaires courants	10				(35,6)	(35,6)				
Passifs financiers courants	10				(23,2)	(23,2)				
Dettes fournisseurs					(63,2)	(63,2)				
		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(326,6)</b>	<b>(326,6)</b>			
<b>Valeur comptable par classes</b>		<b>(0,2)</b>	<b>0,0</b>	<b>2,5</b>	<b>176,3</b>	<b>(326,6)</b>	<b>(148,0)</b>			

Au 31 décembre 2013		Valeur comptable					Juste valeur				
Rubriques au bilan et classes d'instrument	Note	Actifs / passifs désignés à la juste valeur	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passif au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>											
Titres de participation non cotés				1,4			1,4			1,4	1,4
Dérivés actifs courants et non courant		1,8					1,8		1,8		1,8
		<b>1,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,2</b>	<b>0,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>3,2</b>
<b>Actifs financiers non évalués à la juste valeur</b>											
Actifs financiers courants et non courant					13,8		13,8				
Actifs financiers de placement							0,0				
Créances clients					108,0		108,0				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10				20,2		20,2				
		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>142,0</b>	<b>0,0</b>	<b>142,0</b>				
<b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>											
Dérivés passifs courants et non courant		(1,2)					(1,2)		(1,2)		(1,2)
		<b>(1,2)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(1,2)</b>	<b>0,0</b>	<b>(1,2)</b>	<b>0,0</b>	<b>(1,2)</b>
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b>											
Emprunts bancaires	10					(190,0)	(190,0)				
Comptes courants financiers	10					(0,3)	(0,3)				
Concours bancaires courants	10					(38,8)	(38,8)				
Passifs financiers courants	10					(11,5)	(11,5)				
Dettes fournisseurs						(58,9)	(58,9)				
		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(299,5)</b>	<b>(299,5)</b>				
<b>Valeur comptable par classes</b>		<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>1,4</b>	<b>142,0</b>	<b>(299,5)</b>	<b>(155,5)</b>				

### Gestion des risques financiers :

#### Risque crédit

Le Groupe a mis en place en 2003 un programme d'assurance-crédit commercial COFACE couvrant ses principales sociétés américaines et françaises pour les risques de non-paiement pour des motifs financiers ou politiques. En fonction des clients, les couvertures peuvent varier entre 0 et 90 % des créances facturées.

En 2009, ce programme a été étendu à l'Allemagne, au Royaume-Uni et en Chine (clients domestiques).

Des avenants de délégation aux contrats couvrant les créances françaises cédées en 2009 ont été signés au profit de l'agent d'affactage.

#### Risque de taux, de change et de matières premières

Aucune évolution significative de la gestion des risques de taux, de change et de matières premières n'est à noter depuis la clôture des comptes annuels au 31 décembre 2013.

## Note n° 12 Autres charges et produits non courants

Les autres charges et produits non courants se décomposent de la manière suivante :

En millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013
Plan Transform	(21,4)	
Restructurations	(0,9)	(4,8)
Résultats antérieurs des entités nouvellement consolidées et frais d'acquisition		0,5
Autres	(0,4)	(0,1)
<b>TOTAL</b>	<b>(22,7)</b>	<b>(4,4)</b>

A fin juin 2014, les charges et produits non courants s'établissent à 22,7 millions d'euros et incluent principalement les coûts du plan Transform :

- des charges de restructuration à hauteur de 17,1 millions d'euros,
- des dépréciations d'actifs immobilisés et de stocks à hauteur de 2,6 millions d'euros.

## Note n° 13 Information sectorielle

En millions d'euros	Systèmes et Matériaux Avancés(SMA)		Systèmes et Composants Electriques (SCE)		Total des activités poursuivies		
	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2014	30 juin 2013	
Ventes externes	139,5	153,6	222,6	223,4	362,1	377,0	
Répartition du chiffre d'affaires	38,5 %	40,7 %	61,5 %	59,3 %	100,0 %	100,0 %	
<b>Résultat opérationnel courant sectoriel</b>	<b>9,6</b>	<b>11,8</b>	<b>27,2</b>	<b>25,0</b>	<b>36,8</b>	<b>36,8</b>	
Marge opérationnelle courante sectorielle*	6,9 %	7,7 %	12,2 %	11,2 %			
Charges et produits non courants sectoriels	(8,2)	(0,3)	(13,5)	(3,9)	(21,7)	(4,2)	
Amortissement des actifs incorporels réévalués	(0,2)	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,5)	(0,6)	
<b>Résultat opérationnel sectoriel</b>	<b>1,2</b>	<b>11,2</b>	<b>13,4</b>	<b>20,8</b>	<b>14,6</b>	<b>32,0</b>	
Marge opérationnelle sectorielle*	0,9 %	7,3 %	6,0 %	9,3 %			
Marge EBITDA <sup>(1)</sup>	15,3 %	16,9 %	14,8 %	13,9 %			
					Dépenses non allouées courantes	(7,0)	(6,2)
					<b>Résultat opérationnel courant des activités poursuivies</b>	<b>29,8</b>	<b>30,6</b>
					<b>Marge opérationnelle courante des activités poursuivies</b>	<b>8,2 %</b>	<b>8,1 %</b>
					Dépenses non allouées non courantes	(1,0)	(0,2)
					<b>Résultat opérationnel des activités poursuivies</b>	<b>6,6</b>	<b>25,6</b>
					Marge opérationnelle des activités poursuivies	1,8 %	6,8 %
					Résultat financier	(5,2)	(5,6)
					Impôts courants et différés	(2,7)	(6,3)
					<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>(1,3)</b>	<b>13,7</b>

\* Marge opérationnelle sectorielle = résultat opérationnel / ventes externes sectorielles.

(1) L'EBITDA du Groupe correspond au solde «résultat opérationnel courant sectoriel» auquel s'ajoute la dotation aux amortissements sectoriels.

Les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité notables.

**Actifs sectoriels**

<i>En millions d'euros</i>	SMA	SCE	Total au 30 juin 2014
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>514,2</b>	<b>374,7</b>	<b>888,9</b>
Impôts différés actifs			35,2
Impôts courants part long terme			7,3
Impôts courants court terme			13,1
Autres actifs courants			0
Actifs financiers courants			13,4
Dérivés courants			0,8
Actifs financiers de placement			0
Trésorerie et équivalents de trésorerie			27,3
Actifs détenus en vue de leur cession / arrêt			0,5
<b>Total des actifs non alloués</b>			<b>97,6</b>
<b>TOTAL</b>			<b>986,5</b>

**Passifs sectoriels**

<i>En millions d'euros</i>	SMA	SCE	Total au 30 juin 2014
<b>Total des passifs sectoriels</b>	<b>105,1</b>	<b>129,1</b>	<b>234,2</b>
Impôts différés passifs			22,4
Emprunt à long et moyen terme			204,2
Dérivés non courants			0,6
Impôts courants court terme			15,8
Autres passifs financiers courants			23,2
Dérivés courants			0,4
Comptes courants financiers			0,4
Concours bancaires courants			35,6
Passifs associés aux actifs détenus en vue de leur cession / arrêt			1,7
<b>Total des passifs non alloués</b>			<b>304,3</b>
<b>TOTAL</b>			<b>538,5</b>

**Note n° 14 Charges de personnel et effectifs**

Les frais de personnel du Groupe (incluant charges sociales, provisions pour retraite et indemnités de départ) s'élevaient à 123,7 millions d'euros en 2014 contre 123,4 millions d'euros en 2013.

À périmètre et changes constants, les frais de personnel, comprenant le personnel intérimaire, augmentent de 1,7 %.

Zone géographique	30 juin 2014	%	30 juin 2013	%
France	1 475	23 %	1 520	23 %
Europe hors France	871	13 %	832	13 %
Amérique du Nord (yc Mexique)	1 928	30 %	1 943	29 %
Asie	1 653	26 %	1 708	26 %
Reste du monde (yc Tunisie)	547	8 %	610	9 %
<b>TOTAL</b>	<b>6 474</b>	<b>100 %</b>	<b>6 613</b>	<b>100 %</b>

À périmètre constant, les effectifs diminuent d'environ 200 personnes.



## Note n° 15 Impôts

En millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013
Impôts courants sur les bénéfices	(10,0)	(8,1)
Impôts différés d'exploitation	7,5	2,1
Impôts de distribution	(0,2)	(0,3)
<b>Total impôts</b>	<b>(2,7)</b>	<b>(6,3)</b>

Dans le Groupe, il existe :

- un groupe d'intégration fiscale en France ;
- un groupe d'intégration fiscale aux États-Unis ;
- deux groupes d'intégration fiscale en Allemagne.

Le taux effectif est impacté par des déficits non activés principalement en Europe et en Chine et par des charges non courantes dans des pays où le taux est plus faible que le taux normatif. Hors ces éléments, le taux d'impôt du Groupe s'établit à 33 %.

Le taux d'impôt fin 2013 (hors dépréciations d'impôts différés actifs sur déficits et retraités des éléments liés aux perspectives d'activité sans effet d'impôt) s'élevait à 33 %.

## Note n° 16 Résultat par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action est présenté ci-dessous :

Activités poursuivies et activités cédées	30 juin 2014	30 juin 2013
Résultat net pour le calcul du résultat de base par action (résultat net de l'exercice en millions d'euros)	0,2	11,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat de base par action	20 571 176	20 285 035
Effets des actions ordinaires dilutives : - options non exercées*	757 723	707 693
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	21 328 899	20 992 728
Résultat de base par action (euros)	0,01	0,57
Résultat dilué par action (euros)	0,01	0,55

\* après déduction des 80 032 actions gratuites soumises aux conditions de performance non atteintes et qui ne seront pas attribuées (plans 2011 et 2012 cf. note 7).

Le résultat par action des activités poursuivies s'élève à :

	30 juin 2014	30 juin 2013
Résultat de base par action (euros)	(0,08)	0,65
Résultat dilué par action (euros)	(0,08)	0,63

En retraitant le résultat net des charges du plan Transform, le résultat par action à fin juin 2014 s'élèverait à :

Activités poursuivies et activités cédées	30 juin 2014
Résultat de base par action (euros)	0,81
Résultat dilué par action (euros)	0,78

  

Activités poursuivies	30 juin 2014
Résultat de base par action (euros)	0,72
Résultat dilué par action (euros)	0,70

## Note n° 17 Dividendes

L'Assemblée Générale des actionnaires du 15 mai 2014 a décidé la distribution d'un dividende de 0,45 euro par action au titre de l'exercice 2013, identique au dividende de l'exercice 2012. En juillet 2014, le Groupe a procédé au versement en espèce de 9,3 millions d'euros au titre du dividende.

## Note n° 18 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2014, les engagements hors bilan sont sans changement matériel par rapport au 31 décembre 2013.

## Note n° 19 Événements postérieurs à la clôture

Le 16 juillet, le Groupe a annoncé le réaménagement des lignes de crédit mises en place en juillet 2012, en un crédit syndiqué unique et multidevises d'un montant de 220 millions d'euros.

Avec une nouvelle échéance portée à juillet 2019, la maturité du crédit syndiqué du Groupe est ainsi allongée de 2 ans. Le Groupe bénéficie par ailleurs de conditions financières améliorées, profitant d'un bon environnement sur les marchés du crédit.



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2014

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Mersen S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## → I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## → II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 juillet 2014  
KPMG Audit ID

Philippe Cherqui  
Associé

Neuilly-sur-Seine, le 30 juillet 2014  
Deloitte & Associés

Joël Assayah  
Associé



4





# ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 juillet 2014

Luc Themelin  
Président du Directoire

5







Immeuble La Fayette  
2, place des Vosges  
92400 Courbevoie La Défense 5  
France